



RCS : TOULON

Code greffe : 8305

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOULON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 00043

Numéro SIREN : 820 918 381

Nom ou dénomination : 3ENERGY

Ce dépôt a été enregistré le 10/01/2017 sous le numéro de dépôt 161

3ENERGY sas - PROCES VERBAL de l'ASSEMBLEE GENERALE du 12 Décembre 2016

Le 12 Décembre 2016 à 9 heures, au siège de la société : chemin de la Bastidette, Rousset, les associés de la société 3ENERGY s.a.s., au capital de 10 000 Euro, RCS 820 918 381 Aix en Provence, ont tenu leur assemblée générale.

Associés présents :

- Gerald Augustoni, demeurant 131 avenue Henri Froidfond, 13114 Puyloubier,
- Alain Bailly, demeurant Chemin de la Bastidette 13790 Rousset,
- Jean-Edouard de Salins, demeurant 75 Villa Corentin 75014 Paris,
- Michele Tommasi, demeurant 16 rue Augias, 83140 Six Fours les Plages.

Monsieur Michele Tommasi préside l'assemblée. Il constate que tous les associés sont présents, et qu'ils acceptent, conformément au 3^e paragraphe de l'article 22.2 des statuts, que l'assemblée générale se réunisse et délibère valablement sans convocation.

Il tient à la disposition des associés le texte des résolutions soumises aux associés, et il rappelle que l'assemblée doit délibérer sur les questions suivantes :

- démission du président et du directeur général, et remplacement du président.
- réduction du capital,
- changement de l'objet social,
- changement du siège social,
- changement de la date de clôture de l'exercice social

Première résolution – démission du directeur général et remplacement du président

L'assemblée générale prend acte de la démission du président, M. Jean-Edouard de Salins et du directeur général, M. Michele Tommasi, à compter de ce jour.

Elle décide, à compter de ce jour, de nommer en remplacement M. Michele Tommasi en qualité de Président, et ce, pour une durée illimitée. M. Michele Tommasi déclare accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ou interdiction à cette nomination.

Les mandataires n'étant plus statutaires, les parties II et III (désignation du président et du directeur général) de l'acte constitutif sont supprimés.

L'assemblée adopte cette résolution à l'unanimité.

Deuxième résolution – réduction du capital

L'Assemblée générale décide de réduire le capital social de 7 500 euros, pour le ramener de 10 000 euros à 2 500 euros, par voie de réduction de la valeur nominale des parts, sous condition suspensive de l'absence d'opposition des créanciers ou du rejet de celles-ci.

L'assemblée générale décide que cette réduction de capital sera effectuée de la manière suivante : par le rachat et l'annulation des 7 500 actions appartenant aux Messieurs Augustoni, Bailly et de Salins.

En conséquence de ce qui précède, et sous la même condition suspensive, l'assemblée générale décide de modifier l'article 7 des statuts.

Pour l'article 7.1 (Apports), il est ajouté l'alinéa suivant :

« Aux termes de l'AG du 12 Décembre 2016, le capital a été réduit à la somme de 2 500 euros. »

L'Article 7.2 (Capital) est modifié comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (2 500 Euros) et est divisé en 2 500 actions de valeur nominale de 1 euro chacune, toutes de même catégorie. »

Une nouvelle Assemblée sera convoquée à l'effet de ratifier la présente Assemblée dans le cas d'absence d'opposition des créanciers.

L'assemblée adopte cette résolution à l'unanimité.

Troisième résolution – changement de l'objet social

L'assemblée générale décide d'étendre l'objet social à l'activité de *fabrication, commercialisation, recherche et développement d'équipements électroniques, informatiques, mécaniques et/ou électromécaniques*

En conséquence, le premier paragraphe de l'Article 2 (Objet) est modifié comme suit :

« La Société a pour objet la fabrication, la commercialisation, la recherche et le développement d'équipements électroniques, informatiques, mécaniques et/ou électromécaniques, »

Le reste de l'article n'est pas modifié.

L'assemblée adopte cette résolution à l'unanimité.

Quatrième résolution – changement du siège social

L'assemblée générale décide de transférer le siège social à l'adresse suivante : *16 rue Augias, 83140 Six-Fours-les-Plages*

En conséquence, le premier paragraphe de l'Article 4 (Siège Social) est modifié comme suit :

« Le siège social est sis : 16 rue Augias, 83140 Six-Fours-les-Plages »

Le reste de l'article n'est pas modifié.

L'assemblée adopte cette résolution à l'unanimité.

Cinquième résolution - changement de la date de clôture de l'exercice social

L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance des raisons d'opportunités et de commodités de prolonger l'exercice social en cours afin de faciliter la gestion financière et comptable de l'entreprise, décide de prolonger l'exercice social en cours de 12 mois, jusqu'au 31 Décembre 2017.

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 6 des statuts de la façon suivante :

« L'exercice social commence le 1er Janvier de chaque année et se termine le 31 Décembre. Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société et se terminera le 31 Décembre 2017. »

L'assemblée adopte cette résolution à l'unanimité.

AB

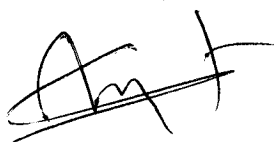
L'assemblée donne tous pouvoirs au nouveau président pour exécuter les présentes décisions et pour remplir les formalités de publicité exigées par la loi.

Toutes les questions inscrites à l'ordre du jour ayant été examinées et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 10 heures.

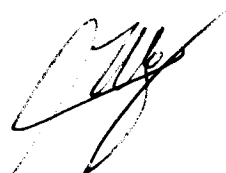
Il a été dressé le présent procès-verbal de tout ce qui précède.

Fait à Rousset le 12 Décembre 2016.

Gerald Augustoni

A stylized, handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping 'A' and a horizontal line across the middle.

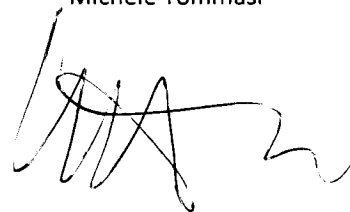
Alain Bailly

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long, sweeping horizontal stroke at the end.

Jean-Edouard de Salins

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'J' and 'E' followed by a long, sweeping horizontal stroke.

Michele Tommasi

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'M' and 'T' followed by a long, sweeping horizontal stroke.

ACTE CONSTITUTIF

3ENERGY

Société par actions simplifiée en formation au capital de 10 000 euros
Siège social : Chemin de la Bastidette 13790 Rousset

--ooOoo--

LES SOUSSIGNÉS :

Gerald Augustoni, né le 26/10/1963 à Paris (75), demeurant av 131 Henri Froidfond,
13114 Puyloubier, de nationalité française
2500 actions,

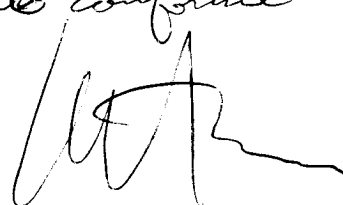
Alain Bailly, né le 10/03/1961 à Dole (39), demeurant chemin de la Bastidette 13790 Rousset,
de nationalité française
2500 actions,

Jean-Edouard de Salins, né le 11/10/1980 à Quimper (29), demeurant 75 villa Corentin
75014 Paris, de nationalité française
2500 actions,

Michele Tommasi, né le 19/09/1956 à Venezia en Italie, demeurant 16 rue Augias, 83140
Six Fours les Plages, de nationalité italienne
2500 actions,

Ci-après les « **Associés Fondateurs** »

Ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée **3ENERGY** qu'ils ont
décidé de constituer et ont désigné les premiers président et directeur général de ladite société.

Certifié conforme


I. STATUTS

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL – DUREE EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé une société par actions simplifiée (la "**Société**") qui sera régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts (les "**Statuts**").

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La Société ne peut en aucun cas faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet la fabrication, la commercialisation, la recherche et le développement d'équipements électroniques, informatiques, mécaniques et/ou électromécaniques,

et généralement, toute opération industrielle, commerciale, financière, civile, mobilière ou immobilière, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3 – DÉNOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale :

3ENERGY

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est sis :

16 rue Augias, 83140 Six-Fours-les-Plages

Il peut être transféré en tout autre lieu du même département ou de l'un des départements limitrophes, par décision du président, et partout ailleurs en vertu d'une délibération des associés.

Lors d'un transfert décidé par le président, celui-ci est autorisé à modifier les statuts.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par les associés dans les conditions prévues par les Statuts.

ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er Janvier de chaque année et se termine le 31 Décembre. Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société et se terminera le 31 Décembre 2017.

TITRE II

CAPITAL – ACTIONS

ARTICLE 7 – APPORTS – CAPITAL

7.1. Apports

Il a été fait apport, en numéraire, à la constitution de la Société, d'une somme de dix mille euros (EUR 10 000).

Aux termes de l'AG du 12 Décembre 2016, le capital a été réduit à la somme de 2 500 euros.

7.2. Capital

Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (2 500 Euros) et est divisé en 2 500 actions de valeur nominale de 1 euro chacune, toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit sur décision des associés, dans les conditions prévues par la loi et les Statuts.

ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS

Lors de toute augmentation du capital de la Société en numéraire, chaque souscription d'actions est obligatoirement accompagnée du versement immédiat du quart au moins du montant nominal des actions souscrites et de la totalité de la prime d'émission (s'il y en a une), le solde devant être libéré sur appel de fonds du président dans un délai maximum de cinq ans.

ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS

Toutes les actions revêtent obligatoirement la forme nominative.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire sur un compte individuel tenu par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

A la demande de tout associé, une attestation d'inscription en compte lui est délivrée par la Société. Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le président ou par toute autre personne ayant reçu délégation du président à cet effet.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement cessibles. La cession des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres ».

La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Les droits et obligations attachés à l'action suivent celle-ci dans quelque main qu'elle passe, et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir ainsi que, le cas échéant, la quote-part des réserves et des provisions.

La propriété de l'action entraîne, *ipso facto*, l'approbation par le titulaire des Statuts ainsi que celle des décisions des associés.

Chaque action donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions ou valeurs mobilières pour exercer un droit quelconque, les associés ou autres titulaires de valeurs mobilières font leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions ou de valeurs mobilières nécessaire.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE ET CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 13 – DIRECTION

La Société est administrée et dirigée par son président, le cas échéant, avec l'assistance d'un ou plusieurs directeur généraux (délégués ou non) dans les conditions prévues par les Statuts.

ARTICLE 14 – PRESIDENT

1. Le président est une personne physique, qui ne doit pas être âgée de plus de soixante-quinze (75) ans, ou une personne morale, associé ou non, nommée par décision des associés. Si le président est une personne morale, ses représentants légaux sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent la même responsabilité que s'ils étaient président en leur nom propre.

2. Si le président reçoit une rémunération, celle-ci est fixée par les associés.

3. Les associés fixent la durée du mandat du président qui peut toujours être renouvelée. Si aucune décision de renouvellement ou de remplacement n'est prise, le président est réputé reconduit pour la durée de son mandat venant à expiration. Les fonctions de président peuvent prendre fin soit par sa démission, soit par sa révocation *ad nutum* par décision à la majorité simple des associés, soit encore, s'il s'agit d'une personne morale, par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

4. Le président représente la Société vis-à-vis des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions exercées par les associés. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du président excédant l'objet social ou les attributions ainsi prévues, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait ces limites ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances et sans préjudice de l'engagement éventuel de la responsabilité du président.

5. Le président peut déléguer une partie des pouvoirs lui appartenant de par la loi ou les statuts à une ou plusieurs personnes employées ou non par la Société. En outre, conformément aux dispositions de l'article 706-43 du code de procédure pénale, le président peut valablement déléguer à toute personne de son choix le pouvoir de représenter la Société dans le cadre des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de celle-ci.

6. Les conventions le cas échéant passées entre le président et la Société sont soumises à l'approbation des associés dans les conditions prévues par les Statuts.

ARTICLE 15 – DIRECTEURS GENERAUX

1. Les associés peuvent nommer une ou plusieurs personnes physiques, parmi les salariés de la Société ou en dehors d'eux et ayant ou non des liens contractuels avec celle-ci, aux fins d'assister le président dans sa mission de direction générale de la Société avec le titre de directeur général ou de directeur général délégué.
2. Le nombre de directeurs généraux (délégués ou non) ainsi nommés ne peut excéder cinq.
3. Les associés déterminent la durée normale des fonctions (sans préjudice de la faculté de révocation *ad nutum* prévue au paragraphe suivant), l'étendue des pouvoirs et la rémunération éventuelle de chaque directeur général (délégué ou non). La rémunération éventuellement consentie aux directeurs généraux (délégués ou non) est indépendante de celle résultant du contrat de travail dont ils bénéficient le cas échéant.
4. Les fonctions de directeur général et de directeur général délégué peuvent prendre fin par la démission, le décès ou l'incapacité, par l'expiration de la durée normale des fonctions ou par la révocation *ad nutum* décidée à la majorité simple des associés et qui peut intervenir à tout moment. Si aucune décision de renouvellement, de remplacement ou de révocation n'est prise concernant un directeur général (délégué ou non), ce dernier est réputé reconduit pour la durée de son mandat venant à expiration.
5. Chaque directeur général (délégué ou non) dispose du pouvoir de représenter et d'engager la Société dans les limites le cas échéant prévues dans la décision des associés le nommant. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes des directeurs généraux excédant l'objet social ou les limites ainsi prévues, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait ces limites ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances et sans préjudice de l'engagement éventuel de la responsabilité du directeur général concerné.

ARTICLE 16 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

- (1) Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes.

La nomination d'au moins un commissaire aux comptes est obligatoire lorsque sont remplies les conditions prévues par la loi.

Le nombre d'exercices au cours duquel s'exerce le mandat des commissaires aux comptes est fixé par la loi. Ledit mandat expire à l'issue de la réunion de l'assemblée générale annuelle des associés qui statue sur les comptes du dernier exercice de leur mandat.

Même si les conditions prévues par la loi ne sont pas remplies, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés dans les conditions prévues par la loi.

Ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

(2) Les associés nomment un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer de plein droit le ou les titulaires en cas de décès, d'empêchement, de refus, de démission ou de révocation d'un titulaire. Les règles relatives à la nomination des commissaires aux comptes sont applicables aux suppléants.

ARTICLE 17 – COMITE D'ENTREPRISE

Lorsqu'il a été constitué un comité d'entreprise, les délégués de ce comité, désignés conformément aux dispositions du Code du travail, exercent leurs droits définis à l'article L. 2323-62 dudit code auprès du président.

TITRE IV

DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 18 – OBJET

1. Les associés ont seul pouvoir pour prendre les décisions ayant pour objet :
 - la modification des Statuts (en ce compris, notamment, l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social, les opérations de fusion ou de scission et la transformation de la Société en une société d'une autre forme), exception faite de la modification des statuts résultant d'un transfert du siège social décidé par le président conformément aux dispositions de l'article 4 ci-dessus ;
 - l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats ;
 - la nomination, la révocation et la fixation de la rémunération éventuelle du président et des directeurs généraux (délégués ou non) ;
 - la nomination des commissaires aux comptes ;
 - l'approbation des conventions passées entre le président, ou tout directeur général (délégués ou non) et la Société ; et
 - la dissolution de la Société.
2. Toute autre décision relève de la compétence du président.

ARTICLE 19 – PERIODICITE DES DECISIONS DES ASSOCIES

1. Les associés doivent prendre une décision au moins une fois par an, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice social, pour approuver les comptes de cet exercice.
2. Les autres décisions des associés sont prises à toute époque de l'année.

ARTICLE 20 – MAJORITE

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité simple des actions composant le capital social.

Par dérogation à ce qui précède, les clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce ne peuvent être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 21 – MODE DE CONSULTATION DES ASSOCIES

1. Les décisions des associés sont adoptées à l'initiative du président, de tout associé ou des commissaires aux comptes.
2. Les décisions des associés sont adoptées, soit en assemblée générale des associés réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation, soit par la signature d'un acte sous seing privé par les associés, au choix de l'auteur de la consultation.
3. Dans les cas d'exigence légale d'intervention des commissaires aux comptes avant consultation des associés, les commissaires aux comptes sont, soit convoqués en même temps et dans les mêmes formes que les associés, en cas d'assemblée générale, soit informés avec un préavis raisonnable permettant l'exercice de leur mission, en cas de décision devant être prise par la signature d'un acte sous seing privé.

ARTICLE 22 – ASSEMBLEE GENERALE

1. La réunion d'une assemblée générale est toujours facultative.
2. Les associés sont convoqués en assemblée générale par lettre simple, télécopie ou courriel adressé sept jours au moins avant la date de réunion et mentionnant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion. Le commissaire aux comptes est convoqué dans les mêmes conditions.

Chaque associé peut assister aux assemblées d'associés par téléphone, visioconférence ou autre procédé équivalent ou se faire représenter par une personne de son choix, associé ou non, dûment mandatée à cet effet.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés et l'acceptent, l'assemblée générale se réunit valablement sans convocation. L'ordre du jour de l'assemblée est alors déterminé d'un commun accord par les associés.

L'assemblée générale des associés réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre d'associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

ARTICLE 23 – ACTES SOUS SEING PRIVE

Les décisions collectives peuvent également être adoptées moyennant la signature par l'ensemble des associés d'un acte sous seing privé contenant le texte des décisions prises.

S'il existe un comité d'entreprise, celui-ci est informé avec un préavis raisonnable des décisions devant être prises par voie de signature d'un acte sous seing privé.

ARTICLE 24 – PROCES-VERBAUX

1. Les décisions des associés prises en assemblées générales sont consignées dans des procès-verbaux qui indiquent le lieu et la date de réunion, l'identité des associés présents ou représentés ainsi que les documents et rapports le cas échéant soumis à la discussion, et font état d'un bref exposé des débats éventuels, du texte des résolutions mises aux voix et du résultat des votes. Les procès-verbaux sont signés par le président et le ou les associés présents.

2. En cas de décision adoptée par la signature d'un acte sous seing privé, un exemplaire original de l'acte sous seing privé signé par chacun des associés est conservé au siège de la Société et tient lieu de procès-verbal.

ARTICLE 25 – ASSOCIE UNIQUE

En cas de réunion de l'ensemble des actions de la Société dans les mains d'un associé unique, les stipulations des Statuts continueront à s'appliquer *mutatis mutandis*, les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés étant alors exercés par l'associé unique.

TITRE V

COMPTES – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

ARTICLE 26 – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Tous ces documents sont mis à la disposition du (des) commissaire(s) aux comptes dans les conditions légales.

ARTICLE 27 – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Il est fait sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, un prélèvement de cinq pour cent (5%) au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit " réserve légale ". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il doit reprendre son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de cette proportion.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi et des Statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, les associés ont la faculté de prélever les sommes qu'ils jugent à propos de fixer pour les affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou pour les reporter à nouveau, le tout dans la proportion qu'ils déterminent. Le solde, s'il en existe un, est distribué aux associés à titre de dividende.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

ARTICLE 28 – MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de paiement des dividendes sont fixées par décision des associés. Toutefois, la mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

TITRE VI

DISSOLUTION – TRANSMISSION UNIVERSELLE DE PATRIMOINE – TRANSFORMATION

ARTICLE 29 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égal à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision des associés est publiée dans les conditions réglementaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 30 – DISSOLUTION

La dissolution de la Société survient à l'expiration de sa durée ou, avant cette date, par décision des associés.

ARTICLE 31 – TRANSFORMATION

La transformation de la Société en société d'une autre forme est toujours possible par décision des associés.

TITRE VII

CONTESTATIONS

ARTICLE 32 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou, lors de sa liquidation, entre les associés et la Société relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège.

* * *

II. DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT

Le premier président de la Société, nommé pour une durée illimitée, est :

Jean-Edouard de Salins, né le 11/10/1980 à Quimper (29), de nationalité française, demeurant au 75 VILLA CORENTIN, 75014 PARIS.

Il déclare accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction à cette nomination.

L'AG du 12 Décembre 2016 nomme président Michele Tommasi, né le 19/09/1956 à Venezia (Italie), de nationalité italienne, demeurant 16 rue Augias, 83140 Six Fours les Plages.

III. DÉSIGNATION DU DIRECTEUR GENERAL

Le premier directeur général de la Société, nommé pour une durée illimitée, est :

Michele Tommasi, né le 19/09/1956 à VENIZIA en Italie, de nationalité italienne, demeurant au 16 RUE AUGIAS - 83140 SIX FOURS LES PLAGES.

Il déclare accepter la mission qui vient de lui être confiée et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité ni aucune interdiction à cette nomination.

L'AG du 12 Décembre 2016 révoque la fonction de directeur général de Michele Tommasi, suite à sa nomination comme président.

IV. MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN COURS D'IMMATRICULATION

M. de Salins, appelé à exercer le mandat de président de la Société, est autorisé à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

Après immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation des Associés Fondateurs. Cette approbation emporte de plein droit la reprise par la Société desdits actes et engagements.

V. JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE – PUBLICITÉ

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En vue d'accomplir les formalités relatives à la constitution de la Société, tous pouvoirs sont donnés au président, M. de Salins, et au directeur général M. Tommasi, chacun pouvant agir séparément :

- à l'effet de signer et de faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- à l'effet de procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés ;
- et, généralement, pour effectuer les formalités prescrites par la loi.

VI. FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires résultants du présent acte et de ses suivants seront entièrement pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Le 06/01/2016
en six originaux,

Gerald Augustoni

Alain Bailly

Jean-Edouard de Salins

Michele Tommasi

Président¹
Jean-Edouard de Salins

Directeur Général²
Michele Tommasi

¹ Signature précédée de la mention « bon pour acceptation des fonctions de Président »

² Signature précédée de la mention « bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général »

ANNEXE

Actes accomplis et engagements pris pour le compte de la Société en formation

Ouverture d'un compte bancaire pour dépôt des fonds constituant le capital social auprès de la banque Société Générale